

# éducation. Après les propos tenus sur les « profs non remplacés » par la ministre de l'éducation

## Amélie Oudéa-Castéra veut rassurer les enseignants du public

**FACE** à la bronca née de ses explications sur la scolarisation dans le privé de ses enfants, la nouvelle ministre de l'Education, Amélie Oudéa-Castéra, a tenté hier de rassurer les enseignants du public en leur promettant qu'elle serait « **toujours à leur côté** ».

Mes propos ont pu blesser certains enseignants de l'enseignement public, ce que je regrette.

A peine nommée, la ministre de l'Education a attisé vendredi la colère généralisée des syndicats enseignants en justifiant sa décision de transférer ses enfants vers le privé par sa « frustration » devant les « paquets d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées » dans le public.

Confiant en avoir « eu marre, comme des centaines de milliers de familles », celle qu'on surnomme « AOC » a confirmé avoir opté pour le collège-lycée Stanislas, un prestigieux établissement privé catholique proche de chez elle, à Paris.

Cet établissement fait l'objet d'une investigation lancée début 2023 par l'Inspection générale après des accusations de dérives homophobes et sexistes relayées dans la presse.

« Propos lunaires »

Le Snes-FSU, premier syndicat du secondaire déjà crispé par le fait que la ministre ait aussi en charge les Sports, et donc la sensible préparation des Jeux olympiques de Paris, a aussitôt dénoncé des « propos lunaires et provocateurs, contre le service public d'éducation ».

Le Fnec-FP-FO a dénoncé un « mépris insupportable » et appelé à une grève et à « manifester sous les fenêtres » du ministère le 25 janvier. En déplacement au CHU de Dijon, Gabriel Attal a dénoncé « beaucoup d'hypocrisie » sur le sujet. « La ministre s'est exprimée en transparence sur les choix qui ont été les siens (...). Il suffit d'échanger avec des Français, avec des parents d'élèves, pour mesurer que cette question-là est un enjeu important », a souligné celui qui dit avoir pris « à bras-le-corps » ce sujet, par exemple « en demandant que les formations des enseignants aient maintenant lieu en dehors du temps de classe ».

## « Noyer le poisson »

« L'année scolaire dernière, 15 millions d'heures n'étaient pas remplacées. C'est autant de pertes de chances pour notre jeunesse et son éducation », souligne Amélie Oudéa-Castéra dans sa déclaration. « Ce problème, nous en avons fait un combat. En passant déjà de 5 à 15% d'absences remplacées », écrit-elle.

Promis par le président Emmanuel Macron lors de sa campagne, le « pacte enseignant » prévoit des hausses de rémunérations conditionnées à de nouvelles missions, dont des remplacements de courte durée. Gabriel Attal a indiqué cette semaine que près de 30 % des enseignants l'avait signé.

Guislain David, la porte-parole du SNUipp-FSU (principal syndicat du primaire), voit toutefois dans la défense gouvernementale une tentative de « noyer le poisson ».

Les remplacements au primaire, situation qui concernait Amélie Oudéa-Castéra, ne se font en effet pas grâce à des heures supplémentaires d'autres professeurs, comme au collège ou au lycée, mais par le recours à des remplaçants, dont certains postes « ont été supprimés », rappelle-t-elle.

Amélie Oudéa-Castéra



A peine nommée, la ministre de l'Education attise déjà la colère généralisée des syndicats enseignants.